

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 27 (1955)

Heft: 12

Artikel: Pour l'augmentation du pouvoir du peuple

Autor: Coady, M.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-124462>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

POUR L'AUGMENTATION DU POUVOIR DU PEUPLE

par le Dr M. M. Coady.

Le discours que nous publions ci-dessous a fait le tour du monde, depuis qu'il a été prononcé, le 27 octobre 1954, à Chicago. Nous sommes heureux, à notre tour, de le faire connaître à nos lecteurs. Quoiqu'il ne traite pas spécialement la question du logement, à laquelle notre journal est consacré, cet article, par la grandeur de vue de son auteur, a trop d'importance pour que chacun n'y trouve pas le plus vif intérêt, et n'y trouve pas, surtout, l'occasion de faire à son sujet un profond examen de conscience. (Réd.)

Le Dr Coady, précédemment directeur de l'« Extension Department » de l'Université Saint-François-Xavier, à Antigonish (Nouvelle-Ecosse), a adressé le discours suivant au 19^e congrès de la Ligue coopérative des Etats-Unis, tenu à Chicago.

La guérison de notre société malade doit venir des peuples eux-mêmes. La société peut être comparée à un corps. Mais le corps est un organisme vivant dans lequel les parties ou les membres agissent en harmonie, sous l'influence déterminante d'un principe vital. Détruisez cette harmonie et vous avez un corps malade. Cela peut arriver ou bien par les anticorps comme les germes de maladie qui peuvent attaquer les cellules de l'organisme, ou bien par le mauvais ajustement des parties.

La science médicale a remporté des succès marqués dans les soins des maladies corporelles. Ce résultat n'a pas été obtenu par la création de nouvelles forces dans la nature. La science médicale manipule les anciennes forces et juxtapose les matériaux déjà existants. Elle met en scène, pourrions-nous dire, et laisse la nature agir. La guérison actuelle des maladies est un travail interne.

Un vieux problème.

La société est également un organisme vivant. Elle a ses forces et ses lois propres qui pourraient construire une société calculée pour donner à l'homme une vie agréable et généreuse. Non seulement l'ordonnance propre de ces forces pourrait donner une bonne société, mais elle pourrait la maintenir. La manipulation des forces résidant dans notre société malade doit aussi être un travail interne. La raison et l'expérience nous enseignent qu'il n'y a jamais eu d'hommes suffisamment sages pour comprendre et pour mettre en œuvre toutes les forces fluides qui pourraient opérer dans n'importe quelle société humaine. Ici, comme dans le cas de la science médicale, nous sommes plus ou moins sans aide et nous dépendons de la nature. Des agents extérieurs peuvent nous assister par l'organisation, l'éducation et la reconduction des forces sociales, mais ils n'ont aucun pouvoir de création.

Des milliers d'années avant nos temps modernes, nous avons eu l'expérience de gouvernants absolutistes qui ont essayé de le faire.

Quelques-uns d'entre eux étaient des dictateurs béni-ns, mais même eux ont échoué. C'est seulement de nos jours que l'humanité est arrivée à la conviction qu'une bonne société doit être créée par le peuple lui-même. C'est pourquoi nos aïeux ont inauguré la démocratie : le gouvernement de, par et pour le peuple. Nos prédécesseurs furent les premiers à instaurer la démoc-

cratie sur une large assise et l'idée s'est répandue sur une grande partie du monde. Si grandes qu'elles aient été, leurs réalisations n'ont cependant pas été aussi spectaculaires qu'on pouvait l'espérer d'un idéal aussi sain, aussi bon, aussi riche en promesses. Quelque chose manquait dans cette démocratie.

Nos ancêtres voyaient au-dessus de la phase économique de la démocratie. Le gouvernement politique autonome est évidemment la liberté fondamentale. Elle nous donne la liberté de nous libérer nous-mêmes. Nos ancêtres pouvaient croire que la démocratie économique et chaque autre phase de la démocratie pouvaient découler comme une conséquence naturelle de la démocratie politique. Selon la loi naturelle, une idée bonne se déroula jusqu'à son ultime perfection. Cette loi est amplement démontrée dans nos industries modernes. La découverte du moteur à combustion interne et de la lampe électrique avaient préparé la voie aux automobiles, mais les automobiles furent plutôt des créations brutes. Néanmoins, elles ont atteint, aujourd'hui, une perfection qui force l'admiration du monde entier.

Un nouveau féodalisme

Nos pères s'étaient attendus à une même évolution en démocratie, mais elle ne se fit pas selon le mode prévu. Ils croyaient tous à l'individualisme. A part quelques centaines de milliers d'individualistes enragés, nous avons largement détruit l'individualisme.

La même chose pourrait être dite de la propriété privée. Nos pères croyaient à la propriété privée comme à une base fondamentale de la démocratie mais l'idée de la propriété a détruit la propriété et a conduit la majeure partie du peuple dans les rangs du prolétariat. Des individus habiles et ambitieux mirent la main sur les ressources naturelles et trouvèrent une puissance économique qui leur apporta un prestige social et une influence politique très agréables. Ainsi, nous voyons l'histoire se répéter, même dans nos démocraties, et nous sommes les témoins d'un retour au féodalisme contre lequel nos ancêtres se sont rebellés.

Le développement naturel de la société démocratique qui aurait dû avoir lieu fut habilement empêché par l'effort le plus soigneusement combiné dans l'histoire de l'homme.

Pour sauver leurs propres intérêts, les nouveaux rois économiques déployèrent les meilleures intelligences que l'on put trouver. Les efforts du peuple, humble et sans éducation, comptaient fort peu devant les vigoureux programmes des dictateurs économiques. La victoire resta aux forts. Ainsi, nous avons été conduits à une société dominée par la peur et l'insécurité, dans laquelle le seul but de l'homme est sa propre survivance. De plus, les leaders de notre monde moderne qui sont supposés être les plus larges esprits actuels, ne peuvent voir la contradiction de la dictature économique d'avec la démocratie politique. En réalité, tous les pouvoirs corrompent, mais le pouvoir absolu corrompt d'une manière absolue. Il engendre un faux sens de la sécurité et les rend imperméables à toute philosophie qui dépasse leurs propres intérêts personnels.

Un parallèle classique

Il y a cent six ans que Marx et Engels écrivaient le manifeste communiste. Les gouvernants du monde

ignoraient ou se moquaient de leur philosophie et de leur technique. Aujourd'hui, 800 millions d'hommes sont sous la domination communiste et des millions d'autres sont accaparés par lui. C'est seulement ces huit dernières années que les leaders économiques et politiques du monde occidental se sont rendu compte du danger que Marx et Engels avaient vu, il y a cent ans. En dépit de leur prise de conscience, ils n'ont pas encore mis au point un programme adéquat et positif. Ils sont sur la défensive sans passer à l'offensive. Ils sont anticommunistes mais ils ne sont en rien « pro », excepté en ce qui concerne leurs propres intérêts. Tous leurs programmes sont négatifs. Leur attitude me rappelle l'histoire de Philippe de Macédoine.

Démosthène, dans une de ses *Philippiques*, critiquait sévèrement ses compatriotes de la manière inefficace dont ils conduisaient la guerre contre Philippe de Macédoine. Il comparait les chefs athéniens à des boxeurs non qualifiés. Ceux-ci, n'ayant pas la science du combat, étaient par conséquent incapables de mettre sur pied un plan où les attaques de l'adversaire passent aux mains de la défense. Où Philippe frappait, les généraux athéniens allaient pour prendre des mesures de défense. Ils suivaient toujours la direction du Macédonien et ils étaient toujours en retard pour faire face à la situation qu'il avait créée. Ses mouvements dictaient leurs efforts de guerre.

Cet exemple nous est familier. C'est l'exemple du conflit entre les deux idéologies de notre temps. La civilisation occidentale est en train d'adopter le même genre de conduite dans son combat contre le communisme que les Athéniens dans la guerre contre Philippe de Macédoine. Dans la lutte contre le communisme, la vaste majorité des hommes n'a pas plus défini ses plans que les dirigeants attaqués par Démosthène. Ils se bornent à parer tardivement les attaques de la déraison et de la haine. C'est une stratégie conçue maladivement. Elle rencontre d'aussi maigres succès que les efforts de guerre des généraux athéniens.

Une alternative

Le temps est arrivé où les chefs doivent dire au peuple quelle est leur position et se qualifier dans le monde d'aujourd'hui. Le peuple est malade et fatigué des pieuses platitudes et désillusionné des activités des satellites des intérêts établis. Nous avons besoin de plus de réalisme dans nos programmes de reconstruction sociale si nous voulons commander le respect des peuples dans le monde.

Une action de groupe d'essence coopérative est le seul moyen par lequel le peuple peut encore adhérer au principe de la libre entreprise et construire ainsi une société juste. Ou alors voir l'Etat supplanter la liberté par un socialisme plus ou moins totalitaire. Cette dernière possibilité serait répugnante pour les peuples qui chérissent leur liberté. A la grande masse des gens dont la place dans la société est uniquement celle d'individus isolés, désorganisés, divisés, la coopération économique apportera une nouvelle liberté.

Il s'écoulera vers eux une part plus importante du revenu national. Elle les rendra capables de jouer un rôle plus éminent dans le monde social, culturel et politique selon un mode réaliste.

Les phases les plus élémentaires de la coopération économique sont les syndicats et l'écoulement coopératif. Ils sont tellement fondamentaux que peu de personnes, de nos jours, contestent leur nécessité. Ensuite viennent des actions de groupes dans le domaine des capitaux et du crédit par des unions de crédit et d'assurances de tous genres. En fait, ce type de coopératives de consommation rend possibles un grand nombre de services et ouvre la voie à la construction et à d'autres problèmes.

Le pas final

Le pas le plus difficile à franchir est celui qui doit nous faire pénétrer dans le vieux bastion des affaires : le commerce de détail, de gros et les manufactures, le domaine spécifique des affaires. Par des coopératives de détail, fédérées dans des coopératives de gros, on peut se tourner du côté de la production ou de la manufacture. La coopération de consommation est la seule formation d'action volontaire d'un groupe qui lie et intègre tous les autres types d'aide mutuelle dans le domaine de la production et de la consommation et constitue la base économique d'une philosophie démocratique et sociale. C'est le pas final qui donne aux peuples du monde une assise économique et les rend maîtres de leur propre destinée. Tous les autres types de coopération entraînent le peuple et le réparent à ce dernier grand effort. Sans succès dans le domaine des marchandises de consommation, la démocratie économique ne peut être que partiellement réalisée.

L'activité économique coopérative est une entreprise privée dans sa forme la plus parfaite. Elle est en harmonie avec notre psychologie, notre tradition et notre développement historique. C'est un programme positif qui peut être appliqué graduellement sans un déracinement complet du système actuel. Il rend possible l'absorption des nouvelles idées, tandis qu'il permet l'emploi des meilleures techniques et l'obtention des résultats propres à l'entreprise capitaliste. La coopération peut exister avec le capitalisme à son degré maximum et, dans une certaine mesure, avec la socialisation. Nous ne disons pas que la coopération économique est toute la réponse. Nous proclamons qu'elle peut agir comme un gouvernement effectif sur une société mixte dans laquelle coexistent la propriété privée, la propriété coopérative, la socialisation et une aire (peut-être une aire étendue) laissée à l'entreprise à profits privés.

Ce n'est pas un problème moral

Quand une pareille alliance est proposée ou prévue comme la base d'une juste société future, trop de chefs s'excusent de l'avoir endossée.

Parmi eux, je regrette de le dire, peuvent être comptés des éducateurs et des dirigeants spirituels qui opposent actuellement à la coopération des arguments vains et vagues. D'après leur position, ils estiment que l'homme est né pour la lutte et non pour la coopération. Leur attitude, née de leur alliance avec des intérêts établis, est en conflit direct avec le christianisme qui enseigne la paternité de Dieu et la fraternité des hommes.

Ces dirigeants prétendent, par ailleurs, qu'un pareil programme économique est trop matérialiste, que la véritable maladie du monde est un problème strictement moral et appelle une réponse d'ordre spirituel. Ils disent que, tandis qu'ils maintiennent leur alliance avec les riches et le pouvoir, ils jouissent des bonnes choses de la terre. Mais s'ils se trouvent qualifiés pour la direction des peuples de la terre en général, ils devraient aussi se préoccuper de la justice sociale pour chacun.

Ce n'est pas assez d'offrir une main secourable en temps de crise. Il est plus en rapport avec la dignité de l'homme de lui donner une chance de s'aider lui-même. Par la coopération, l'incorporation de la charité dans l'économique, il est possible de construire un monde dans lequel l'individu aura une chance de se développer en tant que personne et d'apporter sa propre contribution au bien commun de l'humanité. Il se peut que l'inconséquence de nos dirigeants spirituels soit la raison pour laquelle les peuples dans le monde ont quitté le christianisme et se sont rendus à l'athéisme matérialiste. La cause fondamentale n'est pas le matérialisme des peuples eux-mêmes, mais plutôt le manque de foi et de religion de leurs chefs qui, au lieu de se

classer comme des hommes et de mener le combat de la justice et de la charité, préfèrent se trouver parmi les apologistes serviles des maîtres de la puissance économique.

Le défi

Nous avons un programme concret, positif et adéquat. Nous sommes conscients de la gravité de la situation. Le sens commun pourrait dicter une action, action qui traduirait nos écrits pour une bonne société, en réalité concrète. Le défi de notre temps, même ici en Amérique du Nord, est de faire du troisième siècle de gouvernement démocratique de ce continent un siècle de démocratie économique.

Durant les deux siècles précédents, sur ce continent, l'accent général a été mis sur le progrès matériel. Dans la poursuite fébrile de ce but, des hommes comparativement peu habiles et parfois sans scrupules ont acquis d'immenses richesses et le pouvoir. Pendant ce temps, la masse du peuple était graduellement unie dans une existence prolétarienne. Beaucoup l'avaient déjà acceptée comme leur lot. En effet, ils ont souvent été déçus dans leur croyance que ceux qui les exploitaient sont

leurs protecteurs. Même ceux qui connaissent la situation réelle et ont une fonction de direction sont effrayés de parler contre cette oppression, de peur d'agir contre leurs oppresseurs.

C'est une marque spéciale d'intrépidité de pointer un doigt accusateur vers les mauvais auteurs de notre système économique et politique. C'est le défi pour les chefs montants dans notre troisième siècle de démocratie. Nous ne manquons pas de courage physique. Des millions de jeunes s'engagèrent dans les deux grandes guerres mondiales. Ils ont fait montre d'un courage éclatant et beaucoup d'entre eux moururent bravement. Ne pouvons-nous pas espérer faire appel aux jeunes chefs montants du monde pour montrer un nouveau type de bravoure, la bravoure de mettre de côté leur propre intérêt dans leur génération et dans leur vie pour un monde meilleur. C'est un courage qui ne demande pas l'effusion de leur sang, mais qui accordera ce que le sang répandu n'a jamais donné : un monde où les hommes et les nations peuvent vivre en paix et en harmonie.

(Revue de la Coopération internationale.)

LES PERSPECTIVES DU BÂTIMENT

par M. Max Iklé, directeur de l'Administration fédérale des finances

Le Bulletin d'information du délégué aux possibilités de travail a fait paraître, dans le courant de la présente année, un important travail de M. Iklé, travail dont nous donnons ci-dessous de larges extraits. On nous rendra cette justice que nous avons toujours attiré l'attention de nos lecteurs sur les anormales conditions de la prospérité actuelle, prospérité d'ailleurs qui ne touche qu'une partie - et la partie la moins nombreuse - de notre collectivité. Il nous a paru intéressant de montrer que, cette inquiétude, nous ne sommes pas les seuls à la ressentir. J.

La prospérité se maintient

Si nous consultons le baromètre économique, nous constatons qu'il marque à nouveau une nette tendance à la hausse. Nous enregistrons actuellement la troisième phase d'expansion depuis la fin de la guerre. La première, qui remonte aux années 1947-1948, avait typiquement le caractère d'une impulsion d'après guerre consécutive au sérieux déficit de consommation que l'économie européenne, affaiblie, ne pouvait parvenir à combler. La deuxième reprise se manifesta au printemps 1950 et se transforma, sous l'effet de la guerre de Corée, en un véritable « boom » qui provoqua une hausse brusque des prix. Des poussées inflationnistes ont distingué ces deux périodes, la demande ayant dépassé l'offre de beaucoup. L'intensification de l'activité qui se dessine actuellement est d'une autre nature. L'économie des pays européens est parvenue à effacer dans une large mesure les ruines causées par la guerre. L'accroissement de la production a permis à la plupart des Etats de relever le niveau de vie de leurs populations. A une augmentation de plus en plus prononcée de la demande correspond une amplification de l'offre. Cette évolution, qui ne présente pour ainsi dire aucun symptôme d'inflation,

repose semble-t-il sur un fondement plus solide que les deux périodes d'expansion antérieures, de sorte que nous pouvons envisager l'avenir avec une certaine confiance.

Un autre élément vient encore étayer cette appréciation. Depuis la fin de la guerre, l'indice du coût de la vie s'est élevé en Suisse dans de moins fortes proportions que dans la plupart des autres Etats de l'hémisphère occidental. La Suisse n'est plus un îlot de vie chère comme au cours des années trente. Elle a pu maintenir ses positions sur les marchés étrangers. Certes, la concurrence est devenue partout plus aiguë. La compétition n'est pourtant pas le moins du monde vouée d'emblée à l'échec. Notre industrie d'exportation, quoique contrainte parfois de faire des concessions de prix, peut écouler ses produits de qualité sur tous les marchés du monde, dans la mesure où les gouvernements n'entravent pas artificiellement les importations. L'amélioration du standard de vie des pays européens ne peut nous être que profitable. Les produits suisses de choix ne se vendent en effet qu'à une clientèle très exigeante.

En dépit de ces heureux auspices, les milieux économiques demeurent souvent sceptiques. On se rappelle qu'à la première guerre mondiale a succédé une période de prospérité qui, dix ans plus tard, soit en 1929, a pris fin brutalement avec le fameux effondrement de la bourse de New York. N'en ira-t-il pas de même dix ans après la seconde guerre mondiale? Bien qu'il faille se garder de croire à une prospérité persistante, nous pouvons admettre que la situation économique actuelle est moins fragile qu'alors. L'expansion économique qui a caractérisé les quelques années postérieures à 1925 était fondée sur un système international de crédit peu résistant qui voilait la faiblesse des régimes monétaires

(Suite en page 17)